

Intervention de Paul Reynaud au congrès de l'Europe (La Haye, 8 mai 1948)

Légende: Le 8 mai 1948, le député Paul Reynaud, ancien président du Conseil des ministres français, exhorte les membres de la commission politique du congrès de l'Europe à La Haye à se montrer audacieux en adoptant le principe d'une Assemblée vraiment européenne parce qu'élue au suffrage universel par des Européens pour s'occuper de l'Europe.

Source: Archives du Mouvement européen international, Bruxelles. Congress of Europe (May 1948), Vol. II. Political Committee, pp. 20-24.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/intervention_de_paul_reynaud_au_congres_de_l_europe_la_haye_8_mai_1948-fr-e2e9be70-96ce-4892-b0cb-ad428703bd54.html

Date de dernière mise à jour: 07/09/2012

Intervention de Paul Reynaud au congrès de l'Europe

Le paragraphe 2 dont vous êtes actuellement saisis constate l'insuffisance des institutions actuelles pour résoudre le problème européen. Je l'approuve entièrement et je pense que la seule institution capable de sauver l'Europe est l'Assemblée européenne. C'est-là le point névralgique. Suivant ce que vous allez décider en ce qui concerne cette Assemblée européenne, et notamment son recrutement, le congrès de La Haye sera une date dans l'histoire de l'Europe ou bien ce sera une déception de plus à ajouter à tant de déceptions.

Le rapport politique nous propose une Assemblée composée de députés et de quelques autres nommés par des députés appartenant aux parlements des divers pays. Ce sont les députés qui s'éliront eux-mêmes. Or, ces députés, quel mandat ont-ils reçu ? Ils n'ont pas reçu d'autre mandat qu'un mandat purement national, exclusivement national. Ils n'ont en rien reçu un mandat européen. Ils ont reçu mandat de défendre les intérêts de leur propre pays et souvent aussi disons-le, les intérêts de leur propre circonscription électorale.

Dès lors, l'Assemblée qu'on nous propose ne peut pas être une Assemblée européenne, d'esprit européen: ce sera un club de députés nationaux.

(Applaudissements)

L'opinion publique de nos divers pays restera absolument indifférente à cette création. Elle se contentera de railler le goût qu'ont les députés des voyages assortis de réceptions.

(Sourires)

Pourquoi les progrès de l'unité européenne ont-ils été aussi lents ? Nous avons à cet égard un témoignage précieux, celui d'un homme qui a joué un rôle éminent dans les conférences où s'est débattue la question de l'Europe. Il s'agit de M. Spaak qui a joué un rôle considérable, en sa double qualité de Premier ministre et de ministre des Affaires étrangères.

Quel est le jugement de M. Spaak ? Il a dit publiquement: « Pour réussir il faut que les peuples bousculent les gouvernements ».

(Applaudissements)

Créer une Assemblée, c'est l'occasion ou jamais de donner la parole au peuple. Et que nous propose-t-on ? On nous dit: « Silence au peuple. C'est entre camarades, entre députés qu'on va se choisir soi-même et s'envoyer siéger dans les capitales d'Europe, les plus agréables suivant la saison ».

(Rires)

C'est sur ce point que nous ne sommes pas d'accord. Nous pensons fortement que le problème est de convertir les peuples à l'idée européenne pour qu'ils laissent leurs dirigeants libres d'agir pour le bien commun de l'Europe. En fait que se passe-t-il dans les conférences ? Les ministres qui ont derrière eux leur parlement, qui savent à l'avance quelles critiques seront dirigées contre eux s'ils cèdent sur tel ou tel point, sont les avocats de leurs intérêts nationaux. Personne ne parle au nom de l'Europe, et la conséquence inévitable est que les ministres ne se mettent pas d'accord.

Il est vrai qu'il y a une solution. On donne un communiqué déclarant que tout va bien et qu'on va nommer des experts. C'est descendre une marche de plus et s'éloigner un peu plus encore de la solution car les experts n'ont aucune qualité pour juger des problèmes nationaux, à plus forte raison des problèmes européens. Les experts sont directement responsables, l'expert financier envers le ministre des Finances, l'expert économique envers le ministre de la Production et du Commerce, si bien que fatalement la solution ne peut être acquise.

Je vais prendre un exemple. Nous causons en ce moment avec l'Italie sur la possibilité d'une union

douanière. Supposez que la barrière douanière proprement dite soit supprimée.

Pensez-vous que le problème serait résolu ? Pas le moins du monde car il y a encore entre la France et l'Italie, en matière de charges de sécurité sociale, une différence telle que c'est un premier problème à résoudre avant le second dont parlent les journaux. Si bien que vous êtes là en face d'un grand problème politique que les experts sont absolument incapables de résoudre et cela prouve que le problème ne peut être résolu que par les hommes d'État.

Il est vrai que le rapport nous avait laissé une espérance. Il nous avait dit: Oui, vous avez raison, il faut une Assemblée européenne, c'est entendu, mais plus tard, à une date indéterminée. Je regrette de vous dire que l'Europe n'a pas le temps d'attendre, que l'Europe est pressée car elle est en péril, et je pense que sur le chapitre de la sécurité il n'est pas besoin de s'attarder beaucoup. Les informations que nous recevons tous de l'Amérique me prouvent que nous assistons, dans le monde, à une immense course aux armements. Je ne sais pas que jamais dans l'histoire une course aux armements se soit terminée autrement que par la guerre. Mais même si elle se terminait par la capitulation de l'un des deux géants qui sont face à face, vous voyez les conséquences considérables sur la reconstruction européenne. Et si c'était la guerre vous savez ce que cela signifierait pour nous tous, car nous en avons tous eu l'expérience, et ce que cela signifierait, si nous nous montrions incapables d'agir en commun comme pendant la guerre précédente.

Et vous pensez qu'il ne faut pas se presser, que nous avons le temps, qu'on en parlera plus tard de cette Assemblée européenne qui seule peut créer une Europe ? Je ne sais pas si le sentiment général est ici que la restauration de l'économie européenne est facile avec une Europe coupée en deux, mais je crains, pour ma part, qu'elle ne soit extrêmement difficile. Cette pauvre Europe qui, avant la guerre, exportait quatre millions de tonnes de charbon en importe aujourd'hui trente millions de tonnes. Or, le charbon qui a voyagé pendant 20 jours coûte aussi cher du fait de son voyage qu'il nous coûtait sur le carreau de la mine dont il a été extrait, ce qui signifie pour l'Europe une augmentation du prix de revient considérable. Et je passe sur la coupure de l'Europe en deux alors que l'Europe de l'Est nourrissait l'Europe de l'Ouest qui lui fournissait des machines.

Mais, direz-vous, il y a l'aide américaine. C'est vrai. Mais si généreuse soit-elle, l'aide américaine est provisoire, d'abord, puisqu'au maximum elle ne durera que cinq ans. L'aide américaine est insuffisante puisqu'elle ne nous permet pas de faire face à la totalité de notre déficit en dollars. La France par exemple, recevra cette année 33 % de dollars de moins que l'an dernier.

Enfin, l'aide américaine est aléatoire parce qu'elle dépend d'un vote annuel du Congrès, qu'elle dépend de l'état du marché, qui dépend lui-même de la récolte, des grèves, etc.

Est-ce que vous ne pensez pas que les armements intensifs auxquels l'Amérique se livre aujourd'hui et la constitution de stocks auront pour effet une hausse des prix ? S'il y a une hausse des prix en Amérique, cela veut dire que l'aide américaine diminue proportionnellement à cette hausse. En tout cas, les États-Unis ne continueront à nous donner leur concours, ils n'ont cessé de nous le dire, que si nous savons nous réformer nous-mêmes. C'est donc de nous qu'il s'agit en ce moment, de notre clairvoyance, de notre volonté. Il faut procéder à une nouvelle distribution du travail en Europe, créer un grand marché de l'Ouest. Il faut, par exemple, qu'il soit possible en Europe de fabriquer ces machines modernes, comme par exemple des machines à calculer que nous ne pouvons pas fabriquer parce qu'en Amérique, quoique l'ouvrier américain soit payé beaucoup plus cher, le prix de revient est beaucoup plus bas, parce que le marché est plus grand.

C'est dans ces conditions que, pour apporter notre conclusion, nous avons déposé, mon ami Édouard Bonnefous, président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, et moi un amendement qu'il viendra défendre tout à l'heure à l'article 4 et qui crée l'Assemblée européenne. Nous avons voulu nous tenir à égale distance des dangers, celui de la chimère de créer tout de suite un parlement européen fixant des lois et aussi celui de l'impuissance. Car s'il est vrai que la nature ne fait pas de sauts et qu'il faut avancer pas à pas, il est capital que le premier pas ne soit pas un faux pas.

(Applaudissements)

C'est, je crois, l'erreur commise par le texte qui nous est soumis. Nous prétendons garder les pieds par terre en demandant la constitution d'une Assemblée européenne qui soit vraiment européenne parce qu'elle sera élue par des Européens pour s'occuper de l'Europe, au suffrage universel.

Nous pensons qu'il faut capter la source d'une souveraineté nouvelle en nous adressant à la souveraineté européenne. Nous pensons que c'est en qualité d'Européens et non en qualité d'Anglais, de Français ou de Néerlandais que les électeurs doivent voter, et nous croyons que c'est ainsi, en frappant vivement l'imagination des peuples, que nous arriverons à résoudre le problème.

Au fond, que demandons-nous ? Nous vous demandons de faire tout de suite ce que le rapport nous propose de faire plus tard, en oubliant de dire pourquoi il vaudrait mieux le faire plus tard. C'est la raison pour laquelle nous pensons que chacun des membres de ce congrès qui font partie de leur parlement national devrait déposer une proposition de loi et la soutenir, proposition aux termes de laquelle dans l'année en cours, au suffrage universel, suivant le mode électoral qui plaira à chaque pays, devrait être nommée une Assemblée européenne à raison d'un député pour un million d'habitants. Ce qui signifierait pour la France 41 députés, pour l'Angleterre 46, si je ne m'abuse.

Voilà la proposition précise sur laquelle nous vous demanderons tout à l'heure de voter. Suivant que nous aurons fait du neuf, mais du vrai neuf, en écartant le club des députés nationaux pour y substituer une Assemblée européenne, cette conférence sera jugée par le monde, aussi bien par la puissante démocratie américaine que par chacun des pays que nous avons l'honneur de représenter ici.

Prenez garde ! Jacques Bainville disait que pour faire une fédération il faut un État fédérateur. A l'Est il y a un État fédérateur, à l'Ouest il n'y en a pas. Mais Jacques Bainville se trompait car il est arrivé dans l'histoire, notamment à la grande démocratie américaine, de se rassembler en face d'un grand péril pour atteindre un grand dessein, c'est cela que nous devons faire. Et pendant qu'à l'Est de l'Europe nous voyons cette immense Fédération se constituer, brassée par les mains puissantes des Soviétiques, il faut que nous, par notre compréhension, par notre courage et par notre audace, nous arrivions au même résultat, non pour opposer l'Ouest à l'Est, mais pour rendre l'Ouest capable de vivre, ce qui est en question.

(Applaudissements)

Nous pensons que se cantonner dans l'antique communisme c'est purement négatif, et que ce n'est pas avec des négociations que l'on construira l'Europe. Ceux qui n'aiment pas l'Europe de l'Ouest - il en est, vous le savez - déclarent que cette pensée, que ce mouvement, sont une pensée et un mouvement réactionnaires.

Qu'est-ce donc qu'un réactionnaire ? C'est un homme qui vit avec le visage tourné en arrière, qui n'accepte pas les temps nouveaux, qui réagit contre le courant qui emporte le monde, au lieu de le précéder et de le diriger. Vous allez montrer, je l'espère, tout à l'heure que vous n'êtes pas des réactionnaires, que vous savez avoir ces vertus indispensables au temps tragique dans lequel nous vivons, que vous n'acceptez pas que cette conférence soit une conférence de plus, avec des discours magnifiques, sans une décision ferme.

C'est parce que nous n'acceptons pas cela que nous vous disons: ne craignez pas les peuples, pensez à la parole de ces peuples et faites appel à eux. C'est eux qui vous sauveront.

(Applaudissements)